

Curriculum vitae

Marie-Laure COQUELET
Agrégé de droit privé et sciences criminelles
Professeur des Universités
Université de Paris II-Panthéon-Assas

Titres et diplômes :

Agrégation de droit privé et sciences criminelles

Doctorat en droit de l'Université Paris X – Nanterre

Thèse : « *La transmission universelle du patrimoine en droit des sociétés* », Dir. Michel JEANTIN, *Mention très honorable avec les félicitations du jury, Proposition pour un prix de thèse et une subvention de publication.*

Expérience professionnelle :

Depuis 2018 – Professeur à l'Université Paris II – Panthéon-Assas

2012-2017 – Vice-chancelier des universités de Paris

2005-2018 - Professeur à l'Université Paris - Nanterre

2001-2005 - Professeur à l'Université de Rouen

1995 -2001 - Maître de conférences à l'Université de Cergy-Pontoise

Responsabilités administratives

- Rectorat de Paris
2012 - 2017 : Vice-chancelier des universités de Paris
- Université Paris-Nanterre
2012 : Vice-présidente déléguée, en charge des Ressources humaines
2008 - 2011 : Membre du Conseil d'administration
- Université de Rouen
2002 - 2005 : Présidente du Département de Droit de la Faculté de Droit, de Sciences Economiques et de Gestion

Direction et animation de formations

2011 - 2012 : Directrice du Master 2^{ème} année - Filière professionnelle, mention Droit des affaires, spécialité Droit de l'entreprise.

Publications :

- **Manuels**

- *Entreprises en difficulté – Instruments de paiement et de crédit*, Dalloz, Collection Hypercours, 6^{ème} édition, 2017.

- *Droit financier [Rédaction du Titre 2 de la Partie 3 « Les opérations de marchés »]*, sous la direction d'A. Couret et H. Le Nabasque, Dalloz, 3^{ème} éd. en cours.

- *Droit de l'enseignement supérieur [Rédaction du Titre « Enseignements et diplômes »]*, sous la direction de B. Beigner et D. Truchet, Lextenso, 2018.

- **Articles.**

- La transmission universelle de patrimoine en cas d'apport partiel d'actif soumis au régime des scissions, *Actes pratiques, sept-oct. 2007*
- Le sort des actions en justice en cas de transmission universelle du patrimoine, *Bull. Joly Sociétés § 228, p. 783, 2007.*
- Les recours contre les décisions de l'Autorité des marchés financiers : nouvelle partition légale des règles de répartition juridictionnelle, *Mélanges AEBDF-France, 2004*
- Brèves remarques à propos d'une fusion attendue : la création de l'Autorité des Marchés Financiers, *in « La loi de Sécurité financière », numéro spécial des Petites Affiches, 14 nov. 2003*
- Les ressemblances sont souvent trompeuses : la transmission universelle pour cause de réunion des parts sociales n'est pas une fusion, *Bull. Joly Sociétés, §. 211, p. 969, 2003*
- La transmission universelle du patrimoine en droit des sociétés à l'épreuve du principe d'intransmissibilité des contrats intuitu personae, *Actes Pratiques, n° 49, 2000*
- La loi du 24 juillet 1966 comme modèle d'un droit commun des groupements, *in « Prospective du droit économique, Dialogues avec Michel Jeantin », Dalloz, 1999*

- **Colloques**

- Quelle partition pour le juge et les créanciers dans le traitement actuel de la défaillance *in « Que reste-t-il des principes traditionnels des procédures collectives face au morcellement du traitement de la défaillance ? », Colloque organisé par le CEDCACE de l'Université Paris Ouest Nanterre La Défense, sous la direction de B. Thullier et M-L. Coquelet, actes publiés in Rev. proc. coll. mai 2012*
- Risques, responsabilités des associés d'une société en procédure collective, *in « Risques et responsabilités en droit des procédures collective », Colloque organisé par l'Université de Caen sous la direction de J. Vallanssan et C. Regnault, actes publiés in Rev. proc. coll. nov 2010.*

- Le plan de cession : Faut-il déjà réformer ? in « Pratique, contentieux et réforme de la loi de sauvegarde » *Colloque organisé par le Centre de Droit des affaires de l'Université de Toulouse 1 sous la direction de Corinne Saint-Alary-Houin et Marie-Hélène Monsérié, 17 et 18 janvier 2008, actes publiés à la Rev. proc. coll., 2008.*
- *Le plan de cession a-t-il changé ?* in « Droit des procédures collectives : Les dernières réformes » *Colloque organisé par le Centre de recherche en droit privé de l'Université de Caen sous la direction de J. Vallansan, C. Regnault-Moutier, 26 et 27 janvier 2006, actes publiés in Rev. proc. coll., 2006*
- *L'effet international de la faillite : la solution du règlement communautaire relatifs aux procédures d'insolvabilité,* in « L'effet international de la faillite : une réalité ? », *Colloque organisé par le Centre de recherche sur le droit de l'activité professionnelle de la Faculté de Droit de l'Université de Rouen, sous la coordination scientifique de F. Jault-Seseke et D. Robine, 11 mai 2004, actes publiés in Coll. Thèmes et commentaires, Dalloz, octobre 2004*

- **Autres :**

- **Commentaires de jurisprudence**

- *Contribution aux pertes : l'affirmation du monopole du liquidateur judiciaire !* commentaire sous Cass. com. 3 mai 2018, Act. proc. coll. 2018, comm. 166.
- *A propos de la capacité processuelle des sociétés dissoutes,* commentaire sous Cass. com. 6 sept. 2011, *Bull. Joly Sociétés mars 2012*
- *La dissolution sans liquidation d'une société en difficulté à l'épreuve de la théorie de la fraude,* commentaire sous Cour d'appel de Paris, 19 mai 2011, *Bull. Joly Sociétés nov. 2011*
- *Des effets insoupçonnés du Règlement n° 1346/2000 en droit interne,* commentaire d'un jugement rendu le 16 juillet 2008 par le Trib. com. de Beaune, *Bull. Joly Sociétés, § 13 p. 53, 2009*
- *La portée de l'exigence de contradiction en matière de révocation d'un dirigeant social,* commentaire d'un arrêt rendu le 15 mai 2007 par la Chambre commerciale, *Rev. des sociétés, p. 780, 2007*
- *Cautionnement et fusion : une solution entre rupture et continuité,* commentaire d'un arrêt rendu le 8 novembre 2005 par la Chambre commerciale, *Rev. des sociétés, p. 57, 2006*
- *Dissolution sans liquidation d'une société unipersonnelle : le rappel à l'ordre de la Cour de cassation sur la portée de l'intransmissibilité des contrats conclus intuitu personae,* commentaire d'un arrêt rendu le 7 juin 2006, par la chambre commerciale de la Cour de cassation, *Bull. Joly Sociétés, §. 297, p. 1491, 2006*
- *Le sort du cautionnement d'une ouverture de crédit en cas de fusion,* commentaire d'un arrêt rendu le 28 sept. 2004 par la 1^{ère} Chambre civile, *Bull. Joly Sociétés, § 132, p. 586, 2005*
- *Neutralité de la survivance de la société apporteuse en cas d'apport partiel d'actif soumis au régime des scissions : nouveau rappel de la Cour de cassation,* commentaire d'un arrêt rendu le 10 déc. 2003 par la Chambre commerciale, *Bull. Joly Sociétés, § 98, p. 518, 2004*
- *Conditions du droit à indemnité d'éviction en cas de transmission universelle d'un bail non renouvelé : remise en cause de l'arrêt Bricorama,* commentaire d'un arrêt rendu le 28 janv. 2004 par la 3^{ème} Chambre civile, *Bull. Joly Sociétés, § 167, p. 831, 2004*

- *Les contours du droit d'association négatif : premières esquisses jurisprudentielles*, commentaire d'un arrêt rendu le 17 sept./ 2003 par la 1^{ère} Chambre civile, *Rev. des sociétés*, p. 891, 2004
- *Etre ou ne pas être sociétaire : les réponses de la Cour de cassation*, commentaire d'un arrêt rendu le 12 juin 2003 par la 3^{ème} Chambre civile, *Rev. des sociétés*, n° 4, 2003
- *Une dette exigible postérieurement à la fusion n'est pas une dette postérieure non couverte par la caution*, commentaire d'un arrêt rendu le 17 juillet 2001 par la Chambre commerciale, *Rev. des sociétés*, p. 45, 2002
- *Apport partiel d'actif soumis au régime des scissions et statut des baux commerciaux : le caractère universel de la transmission ne dispense pas de l'obligation d'immatriculation au RCS*, commentaire d'un arrêt rendu le 7 nov. 2001 par la 3^{ème} Chambre civile, *Bull. Joly Sociétés* §. 138, p. 623, 2002
- *Portée de la rétroactivité de la fusion à l'égard des tiers : la Chambre commerciale confirme sa jurisprudence*, commentaire d'un arrêt rendu le 29 janv. 2002 par la Chambre commerciale, *Bull. Joly Sociétés*, § 153, p. 685, 2002
- *Capacité d'ester en justice d'une société dissoute pour cause de réunion de parts sociales en une seule main*, commentaire d'un arrêt rendu le 12 janv. 1999, par la Chambre commerciale, *Bull. Joly Sociétés*, § 106, p. 505, 1999
- *L'obligation de loyauté du gérant démissionnaire*, commentaire d'un arrêt rendu le 10 févr. 1998 par la Chambre commerciale, *Revue des sociétés*, n° 3, 1998
- *L'absence d'autonomie des succursales et ses conséquences procédurales*, commentaire d'un arrêt rendu le 11 mars 1997 par la 1^{ère} Chambre civile, *Bull. Joly Sociétés*, § 244, p. 638, 1997

▪ *Chroniques*

- ❖ De 2008 à 2011 : titulaire de la chronique « *Droit commun des sociétés* » de la *Revue de Droit des sociétés* (v. ci-après une liste non exhaustive des contributions pour les années 2008-2011) :

➤ Année 2011

- ✓ Garantie de passif, déchéance pour défaut d'information du cessionnaire et office du juge, *Dr. sociétés juill. 2011.*
- ✓ L'exclusion pour cause d'indivisibilité contractuelle : nouvelle figure d'exclusion des associés, *Dr. sociétés juill. 2011.*
- ✓ Le non-respect du principe du contradictoire par l'expert de l'article 1843-4 du Code civil n'est pas contraire aux exigences constitutionnelles, *Dr. sociétés juin 2011*

➤ Année 2010

- ✓ Quel avenir pour la SNC ?, *Dr. sociétés déc. 2010*
- ✓ Nullité des délibérations sociales pour violation des statuts : oui mais sous conditions ! *Dr. sociétés août-sept. 2010*
- ✓ Le « faux arbitre » de l'article 1592 du Code civil, *Dr. sociétés juin 2010*
- ✓ Communauté de vie n'est pas entreprise commune, *Dr. sociétés mai 2010*
- ✓ A propos de la compétence consulaire, *Dr. sociétés mars 2010*

➤ Année 2009

- ✓ Abus de minorité et transfert de siège social, *Dr. sociétés 2009, comm. 1*

- ✓ A quelle date une société est-elle en cours de constitution ?, *Dr. sociétés 2009, comm. 2*

➤ Année 2008

- ✓ L'affectation systématique des bénéfices aux réserves ne fait pas en soi la preuve d'un abus de majorité : *Dr. sociétés, 2008, comm. 45*
- ✓ Indivision de droits sociaux et exercice individuel de l'expertise de gestion : *Dr. sociétés 2008, comm. 46*
- ✓ Perte de la personnalité morale de la société dissoute et date d'opposabilité aux tiers : *Dr. sociétés 2008, comm. 90*
- ✓ Articulation de l'expertise in futurum et de l'expertise de gestion, *Dr. sociétés 2008, comm. 142.*
- ✓ De la responsabilité du gérant d'une société en participation à l'égard des associés : *Dr. sociétés 2008, comm. 171*
- ✓ De l'irréductible droit de vote du nu-propriétaire, *Dr. sociétés 2008, comm. 198*
- ✓ Bonne foi et remboursement à vue d'un compte courant d'associé, *Dr. sociétés 2008, comm. 243*

▪ *Articles d'encyclopédie*

- Fusion, Scission : Régime juridique, *Traité Joly Sociétés, 2018*
- Apport partiel d'actif : Régime juridique, *Traité Joly Sociétés, 2018*
- Transmission universelle du patrimoine, *Traité Joly Sociétés, 2018*
- Mesures d'exécution forcée sur valeurs mobilières et droits d'associé, *Juris-Classeur Sociétés, 2004*
- Réduction du capital social, *Juris-Classeur Sociétés, 2011*
- Stock-Options, *Juris-Classeur Sociétés, 2002*
- Le rachat par une société de ses propres actions, *Juris-Classeur Sociétés, 2000*

Participation à des jurys de thèse

- Olivia Franco, « *L'ordre public, obstacle à l'harmonisation ou trait d'union entre les droits ? L'exemple du droit des sociétés et des procédures d'insolvabilité* », dir. E. Claudel, Université Paris Ouest Nanterre, septembre 2014.
- Sémia Saaied, « *L'échec du plan de sauvegarde de l'entreprise* », dir. A. Ghazi, Université Paris 2 Panthéon Assas, septembre 2013
- Stéphane Vernac, « *Le pouvoir d'organisation : au croisement du droit du travail et du droit des sociétés* », dir. A. Lyon-Caen, Université Paris Ouest Nanterre, décembre 2012
- Brice Auguemon, « *Le droit et la régulation financière dans l'espace OHADA* », dir. C. Saint-Alary-Houin, Université Toulouse 1-Capitole, novembre 2011
- Edmond Schlumberger, « *Les contrats préparatoires à l'acquisition de droits sociaux* », dir. H. Le Nabasque, Université Paris 1 Panthéon Sorbonne, septembre 2011
- Abdelhadi Azzam, « *Le plan d'épargne d'entreprise* », dir. E. Dockès, Université Lyon II, septembre 2011

- Hélène Martron, « *Les droits de la personnalité des personnes morales de droit privé* », dir. J-Cl. Hallouin, Université Poitiers, juin 2011
- Guillaume Liger, « *Critique et droit des affaires : contribution au développement des libertés fondamentales dans le monde des affaires* », dir. A. Constantin, Université Rennes I, décembre 2010
- Romuald Pierre, « *Les droits fondamentaux des personnes morales de droit privé* », dir. J-P. Marguénaud, Université de Limoges, novembre 2010
- Mathieu Thiberge, « *L'entreprise saisie par le droit des entreprises en difficulté* », dir. J. Vallansan, Université de Caen, juin 2010
- Ronan Rafray, « *La transmission universelle de patrimoine des personnes morales* », dir. Fl. Deboissy, Université Montesquieu-Bordeaux IV, décembre 2009
- Aurélie Boyer, « *Protection des salariés et sauvetage de l'entreprise : quête d'un équilibre* », dir. D. Poracchia, Université Paul Cézanne Aix Marseille, octobre 2006
- Laurent Brochard, « *Le rire en droit privé* », dir. H-J. Lucas, Université de Poitiers, juin 2006
- Anne-Sophie Nicolas-Courtier, « *Le patrimoine, du droit des personnes au droit des biens* », dir. P. Macqueron, Université de Rouen, décembre 2005
- Laurence Ayma, « *L'acte tacite* », dir. A. Bénabent, Université Paris Ouest Nanterre La Défense, juin 2004
- Thi Viet Nga Nguyen, « *La protection des créanciers sociaux dans les opérations de transmission universelle de patrimoine* », dir. H. Synvet, Université Paris 2 Panthéon Assas, octobre 2003
- Stéphane Sylvestre-Touvin, « *Le coup de l'accordéon ou les vicissitudes du capital* », dir. P. Le Cannu, Université Paris I Panthéon-Sorbonne, octobre 2002
- Laurent Roulaud, « *L'insolvabilité en droit privé* », dir. D. Mazeaud, Université Paris 12, novembre 2001

Direction de thèses :

- Cyril Garnier, « *L'acquisition d'entreprise par effet de levier* », soutenue le 20 septembre 2005 – Université de Rouen
- Jean-Baptiste Lhuillier, « *Le cyber-actionnaire : adaptation du droit des sociétés à l'évolution des technologies d'information et de communication ; Etudes en droit européen, français et allemand comparés* », thèse dirigée en co-tutelle avec le Pr. Dr. Jens Petersen de l'Université de Potsdam, soutenue le 18 novembre 2015 – Université de Paris Ouest Nanterre La Défense
- Clément Barrillon, « *Le critère de la qualité d'associé* », soutenue le 30 mars 2016 – Université Paris Ouest Nanterre La Défense